



Vacances avec conscience

Tourisme et droits humains

À l'aube des grandes vacances, un record est atteint : jamais dans l'histoire de l'humanité nous n'aurons autant voyagé qu'en 2012 ! L'Organisation Mondiale du Tourisme prévoit, pour la première fois, un milliard de voyageurs transnationaux. La possibilité pour un si grand nombre de partir à la rencontre de l'autre et de réaliser un échange culturel et économique peut paraître une chance. Cet enthousiasme ne doit toutefois pas faire oublier que seule une minorité privilégiée (3 à 5% de la population mondiale) peut s'offrir un voyage international. Autre ombre au tableau, l'industrie touristique mise toujours sur une croissance perpétuelle et une concurrence acharnée sur les prix, pratiques souvent incompatibles avec la préservation de l'environnement et le respect des droits humains.

Violations touristiques des droits humains

Derrière la carte postale idyllique de mer turquoise à l'infini, de détente sur un transat ou d'aventures exotiques se cache la face obscure du tourisme. Dans les pays du Sud, il n'est pas rare que les infrastructures et les activités touristiques provoquent la destruction d'écosystèmes et de milieux de vie pour les populations locales : les déplacements de villages entiers, sans indemnisation équitable, se constatent. Si elles ne sont pas évacuées de force, certaines communautés paysannes se retrouvent privées de ressources, comme l'eau détournée pour l'arrosage de golfs ou la consommation de parcs de loisirs géants, et partent chercher ailleurs de quoi assurer leur subsistance. À noter aussi le non-respect récurrent de la sphère privée des autochtones, lorsque des touristes déversés d'un bus envahissent un village et photographient chacun, faisant même crépiter leurs flashes à l'intérieur des maisons ou des lieux sacrés.

Les conditions de travail dans ce secteur sont aussi parfois sujettes à caution : salaires insuffisants, manque de liberté syndicale, inégalité de traitement entre hommes et femmes. Pire encore, au Myanmar, beaucoup

d'infrastructures touristiques ont été bâties en recourant systématiquement au travail forcé des minorités ethniques. S'y ajoute le douloureux constat de l'importance de l'exploitation sexuelle des enfants : 200 000 personnes seraient adeptes du tourisme sexuel sur mineur, selon l'Unicef. Sa récente étude sur le Kenya révèle que presque un tiers des filles âgées de 12 à 18 ans s'y prostituent, et que les touristes suisses se classent au 4^e rang de leur clientèle.

Un autre tourisme possible ?

Différentes associations réclament et mettent en œuvre des changements dans le tourisme à destination des pays du Sud. Elles demandent que les voyageurs incluent dans leurs catalogues des informations sur la situation socio-politique et le respect des droits humains ; cela constituerait un moyen de pression sur les gouvernements des pays touristiques. Elles luttent aussi sur le plan légal, où le principe de « due diligence » contenu dans le rapport de John Ruggie s'applique aussi aux entreprises touristiques, mais n'est hélas pas contraignant. Dans la pratique, ce principe signifie que les tours opérateurs doivent notamment contrôler, auprès de leurs partenaires, que les conditions dans lesquelles travaillent leurs employés soient satisfaisantes, qu'ils s'engagent activement contre l'exploitation des enfants et qu'ils ne soutiennent pas de régime dictatorial.

Parmi ces associations, citons le Groupe de Travail Tourisme et Développement, qui propose sur son site « Équité en voyage » une optique différente du tourisme et livre les « cinq règles d'or à emporter dans son bagage ». Autre initiative intéressante, Tourism for Help¹, organisation qui promeut le tourisme responsable et dont la vice-présidente, Isabelle Lanfranconi-Lejeune nous accorde une interview exclusive. ●

Hélène Bourban

1 www.tourismforhelp.com

Interview d'Isabelle Lanfranconi-Lejeune

Voyageons autrement

L'association Tourism for Help (TfH) est née à Genève en 2004: Quelle est sa vision fondatrice ?

TfH œuvre pour la promotion d'un tourisme responsable contribuant au développement économique dans des régions défavorisées du Sud et souhaite que l'impact du tourisme soit conséquent en termes économiques, tout en préservant les richesses naturelles et humaines trop souvent oubliées quand le tourisme de masse vient dénaturer une région. Elle favorise également l'échange de connaissances entre voyageurs et populations locales.

Comment mettez-vous en œuvre cette vision ?

TfH n'organise pas de voyages ni de circuits. Elle met ses connaissances et son réseau à disposition des acteurs du tourisme solidaire pour qu'ils puissent organiser des voyages ouverts à la rencontre des populations et participent de façon solidaire au développement économique local. Par exemple, au Mali et au Cambodge, deux centres de formation en hôtellerie et restauration font office de point d'ancrage pour la sensibilisation aux possibles bienfaits du tourisme solidaire. Une porte d'entrée qui peut dévoiler, ensuite, un monde à découvrir par les populations elles-mêmes.

Les projets de TfH peuvent diminuer l'émigration, car ils amènent une ressource créatrice d'emplois et de revenus à l'endroit même où les besoins sont les plus importants. Ainsi, les liens entre villages et cultures sont préservés. Notre association se positionne aussi comme incubateur de micro-projets, vite appropriés par les populations locales, pour ensuite générer d'autres activités apparentées. Ces activités doivent être initiées et soutenues par des organisations locales. Les efforts se concentrent aussi sur la place des femmes dans les projets de développement, car elles sont encore trop laissées pour compte, surtout en région rurale, alors qu'elles tiennent un rôle central au sein de la vie communautaire.

TfH s'engage aussi à travers la sensibilisation et l'information auprès du grand public, notamment à Genève: elle a créé le jeu de société PAZAPA et une exposition photo thématique « Voyageons autrement... vers les autres ». Elle se positionne en tant que plate-forme fédératrice du tourisme responsable en Suisse romande et en France, participe aux événements importants liés au développement durable et diffuse un large plaidoyer dans les médias.

Le tourisme responsable parviendra-t-il à s'imposer face à l'industrie touristique de masse ?

Notre association se positionne clairement contre le tourisme de masse à cause des problèmes environnementaux, sociétaux, etc. que ce type d'activité entraîne sur le moyen et le long terme. Le tourisme responsable, bien que perçu encore comme un « marché de niche », connaît toujours plus d'adeptes. Les visions gouvernementales et les programmes d'aide au développement commencent

à prendre en considération l'impact du tourisme responsable dans les pays du Sud. Une clientèle qui ne veut plus « bronzer idiot » et souhaite surtout « voyager utile » voit le jour. Les petits donateurs veulent devenir les vrais acteurs de l'aide qu'ils veulent apporter (volontariat, congés solidaires, etc.). Le commerce équitable a mis quelques années à s'imposer et nul ne doute désormais de ses incontournables bienfaits. Nous sommes convaincus que l'on comptera très bientôt avec le tourisme responsable pour satisfaire une « clientèle » de plus en plus soucieuse de l'empreinte laissée par son temps libre ! ●

Propos recueillis par Hélène Bourban

Vacances pour donateurs

Si les ONG humanitaires peuvent compter sur l'émotion provoquée par l'urgence d'une catastrophe pour lever des fonds, celles œuvrant dans le champ du développement misent sur une proximité entre les donateurs et les bénéficiaires afin de pérenniser leurs activités. Un nombre croissant de celles-ci proposent donc des voyages organisés vers les pays du Sud, afin que des particuliers puissent voir de leurs propres yeux les projets mis en œuvre grâce à leur soutien financier.

Ces touristes d'un nouveau genre dédient la majorité de leur séjour à la visite de villages reculés, où ils rencontrent des personnes extrêmement démunies, dialoguent par interprètes interposés afin de s'enquérir de leur mode de vie et observent leur environnement. Les participants payent les frais de leur voyage, mais aucune autre contribution ne leur est demandée. Nul besoin, les ONG pionnières dans ce type d'activité ont constaté qu'à l'issue d'un tel voyage, les participants offrent des dons supérieurs et plus réguliers, pour certains durant le reste de leur vie.

Face à la croissance de ce tourisme à vocation de recherche de fonds, de légitimes questions se posent. Est-ce progresser dans l'entre-connaissance et la création d'une humanité solidaire que de rentrer la bouche pleine de beaux stéréotypes relevés dans des interviews: « les enfants sont sales mais très heureux, ils sont vraiment accueillants, j'ai joué avec un petit garçon si mignon et intelligent » ? Ces rencontres peuvent-elles être authentiques et sincères, au vu de l'énorme déséquilibre existant entre ces voyageurs et les communautés locales ? Est-ce nécessaire d'organiser des « safaris de la pauvreté » pour susciter l'émotion qui délie les bourses ? Ne vaudrait-il pas mieux rendre justice à ces populations démunies plutôt que se soulager la conscience lors de ses vacances ? Les ONG qui proposent ces voyages sont conscientes de ces critiques, mais les balayent en avançant qu'ils permettent d'augmenter l'empathie, la connaissance des réalités du Sud et d'asseoir leurs bases financières. ●

Hélène Bourban